

La Voix de l'Opposition de Gauche

Causerie et infos

Le 9 mars 2022

J'ai soumis à Mélenchon la proposition suivante, elle vaut ce qu'elle vaut.

Bonjour,

Je viens d'avoir une idée qui pourrait être géniale à l'heure où le prix de l'essence flambe, et beaucoup de travailleurs prennent leur voiture pour se rendre à leur lieu de travail.

Proposer une banque de données destinée à échanger des emplois similaires en fonction du lieu d'habitation des salariés et celui des entreprises qui les emploient.

Cette banque de donnée pourrait être alimentée dans chaque commune et département par les salariés et les patrons, le Medef et les autres syndicats d'employeurs du commerce à la grande entreprise en passant par la PME, de sorte à rapprocher chaque salarié de son lieu de travail. Les syndicats ouvriers pourraient être mis à contribution s'ils le souhaitent.

En pleine période électorale, cette proposition pourrait déclencher une dynamique extraordinairement favorable à Mélenchon.

Maintenant, c'est sûr que tous les salariés n'ont pas le même salaire ou traitement en fonction de la boîte où ils bossent, mais c'est peut-être quelque chose qui peut se négocier, car tout le monde aurait à y gagner.

Cela peut concerner aussi ceux qui prennent les transports en commun et qui se tapent des trajets à rallonge.

J'ai bossé dans plus de 40 boîtes en France et j'ai eu l'occasion de constater à de multiples reprises des trucs aberrants de ce genre. Vous me direz que c'est connu, je le sais évidemment, mais jamais personne n'a voulu y remédier ou proposer quoi que ce soit jusqu'à présent.

Et puis il y a un autre aspect que financier, le temps libre économisé, ne serait-ce qu'une heure par jour, cela ferait entre 20 et 22 heures par mois, ce n'est pas négligeable quand on manque cruellement de temps libre pour s'occuper de ses enfants ou s'adonner à une activité quelconque.

Bien à vous.

Tardieu Jean-Claude

■ [Cette causerie au format pdf \(pages\)](#)

INTRODUCTION

Mystifications en série ou ils ont déclaré la guerre totale à tous les peuples.

Green New Deal + Covid-19 + guerre de l'OTAN = Great Reset.

Ne racontez pas de conneries, on sait tous que c'est Poutine qui a déclenché cette guerre, sauf qu'en réalité les choses sont plus compliquées que cela, d'une part il y a été conduit et il n'avait plus le choix, d'autre part, c'est l'interprétation officielle des évènements qui conduit à imputer cette guerre à la Russie et non à l'OTAN ou aux Etats-Unis, mais rien ne dit qu'elle serait exacte, non ? Après tous leurs énormes mensonges qu'on vous a servis pendant 2 ans sur le covid-19, vous gobez encore aveuglément leur discours ?

Vous pouvez constater que tout concorde pour arriver aux mêmes conclusions et conséquences, les objectifs qu'ils s'étaient fixés ou les conditions de vie ou de travail qu'ils voulaient absolument vous imposer, parce que la hausse de la température serait inévitable si on refusait de modifier notre mode vie et de travail, ensuite, pour éviter la propagation d'un virus vous deviez rester confiner chez vous et restreindre vos déplacements, et toutes les mesures qu'on vous a imposées jusqu'à l'obligation vaccinale et le pass du même nom étaient inévitables soi-disant en l'absence de traitement, chacun se souvient de cet énorme mensonge, et enfin, puisque nous sommes en guerre, il est inévitable que vous subissiez les privations et autres mauvais traitements qui accompagnent chaque guerre, grâce à la hausse du prix de l'essence, vous roulez moins ou vous en achèterez une bagnole électrique, quoique là l'argument est plutôt plombé puisque le prix de l'électricité explose aussi, et bien vous n'aurez qu'à vous en passer, vous vous chaufferez moins en hiver, vous ne partirez plus en vacances en avion parce que le prix des billets va aussi exploser, en fait c'est déjà le cas, vous réduirez toutes vos dépenses dont celles alimentaires, etc. tandis que la fortune des oligarques continuera d'augmenter dans des proportions phénoménales, ce qui leur permettra d'étendre encore leur pouvoir tentaculaire sur la société, tandis que le vôtre sera réduit à pouvoir manifester votre rejet de cette dictature absolue au risque de vous faire gazer, matraquer, amputer, éborgner et j'en passe.

Quant à savoir si glisser un bulletin de vote dans une urne lors des prochaines élections servira à quelque chose, peut-être bien que oui, peut-être bien que non, à changer radicalement de société, n'y comptez pas, à enclencher un mécanisme pouvant déboucher sur une situation incontrôlable où une crise sociale et politique se combinerait, c'est une hypothèse qu'on ne peut pas écarter, tout dépendrait de l'intensité ou de l'ampleur que prendraient ces crises, c'est le sens de mon appel à voter Mélenchon.

En déclarant - *“Stop à la guerre, stop à l'invasion de l'Ukraine, à bas l'armée qui envahit l'Ukraine. Solidarité avec les Ukrainiens, que ce soit l'armée régulière ou ceux qui montent sur les chars pour ralentir leur avancée”* et en envoyant un *“message de solidarité et d'amour aux Russes qui refusent la guerre”*, Mélenchon a endossé la livrée du populiste. Cet exercice répugnant l'a amené à se vautrer dans la boue en espérant peut-être que ce camouflage le protégerait des agressions de ses détracteurs ou qu'ils le ménageraient, et bien il s'est trompé.

S'il se figurait qu'en procédant ainsi ils cesseraient de le harceler, c'est raté ou c'est plutôt le contraire qui se produit, cela les rend hystérique, et vous savez pourquoi, parce qu'ils savent aussi la vérité, tout comme vous et moi, par conséquent, ils savent que Mélenchon se réfugie comme eux dans le déni permanent de la réalité, et que le récit officielle qu'ils ont adopté avait été entièrement fabriqué par Washington, et ce qui les rend carrément hystérique, c'est qu'ils ne peuvent évidemment pas l'avouer sans se trahir eux-mêmes.

C'est là-dessus que compte Mélenchon, c'est un manoeuvrier professionnel, il se contrefout de la vérité des faits et du sort de qui que ce soit à part sa petite personne. Il sait que ses contradicteurs sont pris à leur propre piège. Il a adopté la version officielle sur cette guerre pour que les médias lui foutent la paix, par ailleurs, il sait que si demain il révélait ce qui se passe en réalité en Ukraine, il perdrait 10 points d'un coup dans les sondages ou 9 électeurs potentiels sur 10, puisque les Français ont plongé tête baissée dans cette nouvelle mystification.

La posture adoptée par Mélenchon est d'autant plus condamnable, qu'en 2017, bien qu'il ait fait l'objet d'une attaque similaire ou tout autant virulente pour le diaboliser, suite à l'évocation de l'alliance bolivarienne pour les peuples (ALBA) créée en 2004 par Hugo Chávez et Fidel Castro en Amérique latine, le Huffpost rappelle que "*cette polémique n'avait pas empêché (Mélenchon) d'atteindre les 19%, à un sparadrap du second tour*".

Peut-être que Mélenchon considère que vaut mieux sacrifier la vérité pour un "*sparadrap*" et avoir une chance de figurer au second tour ? Pourquoi pas, c'est un argument, tout argument mérite d'être étudié, cela se discute, en attendant on peut lui rafraîchir la mémoire.

Autrefois, Mélenchon et ses amis auraient qualifié d'électoraliste ce procédé et ils l'auraient condamné, maintenant ils y recourent peut-être en estimant qu'ils n'ont pas le choix, face à une meute de chiens enragés qui emploient les grands moyens pour le discréditer, sachant que ses électeurs potentiels sont très influençables.

Tout cela est vrai. Mon intention n'est ni de le charger ni de le ménager, j'essaie de montrer aux lecteurs tous les aspects de la campagne électorale de Mélenchon, qui inclut des contradictions ou des paradoxes qu'ils ne perçoivent pas forcément avant d'adopter une position, sans chercher à les embobiner. Je ne suis pas certain que beaucoup de lecteurs soient en mesure de faire preuve de suffisamment de discernement pour se mettre à la place de Mélenchon, entre nous je ne voudrais pas y être, je ne le pourrais pas.

Ce dont on parle ici, c'est de tactique, dans un contexte imposée où on n'a pas le choix des armes, et on vous interdit quasiment de dire ce que vous pensez autrement qu'à demi-mots dans le meilleur des cas, sous peine de faire fuir les électeurs comme je l'ai expliqué plus haut ou de se retrouver à 1 ou 2% en compagnie de Poutou ou Arthaud, dans ce cas-là vaut mieux encore ne pas participer à cette élection et la boycotter.

En complément.

Tribune - La Primaire populaire choisit Mélenchon : 29 soutiens se désolidarisent de la décision - lejdd.fr 8 mars 2022

- Quelque 29 soutiens actifs de la Primaire populaire annoncent dans une lettre aux membres de l'initiative qu'ils se désolidarisent de la décision du conseil d'administration de soutenir Jean-Luc Mélenchon pour l'élection présidentielle. lejdd.fr 8 mars 2022

LVOG - Si vous vous arrêtez là comme la plupart des lecteurs de ce torchon, vous allez croire que les auteurs de cette tribune se prononcent pour un ou d'autres candidats que Mélenchon, alors que ce n'est du tout le cas et ils l'ont écrits beaucoup plus loin : "*Nous précisons que notre désaccord ne porte pas sur la personne que le conseil d'administration a choisi de soutenir mais sur la méthode.*"

- Désormais, la stratégie du PS, des écolos, et d'une partie de la gauche consiste à taper très fort sur le député des Bouches-du-Rhône et sa vision des relations internationales.

Un pilonnage efficace?

Pas forcément. Rudes, les attaques ne sont, pour l'instant, pas suivies d'effets dans les rapports de force à gauche, à un peu plus d'un mois de l'élection. Comme vous pouvez le voir à travers notre compilateur de sondages ci-dessous, Jean-Luc Mélenchon poursuit au contraire sa lente remontée enclenchée dès les premières semaines de 2022. Il récolte, en moyenne, 12% des intentions de vote -à l'heure actuelle- quand Yannick Jadot et Anne Hidalgo plafonnent loin derrière autour respectivement des 5 et des 2,5%. Le HuffPost 8 mars 2022

L'imposture et l'imposteur

Sondage BFMTV - Présidentielle: Macron bondit à 33,5% au premier tour, devant Le Pen à 15% et Mélenchon à 13% - BFMTV 8 mars 2022

Macron moqué pour son débat (pas spontané du tout) à Poissy - Le HuffPost 8 mars 2022

"France Inter" révèle que les questions posées par les habitants étaient écrites à l'avance, et sélectionnées par l'organisation. Le HuffPost 8 mars 2022

Leur humanisme est la politesse des dégénérées, face à laquelle toute impolitesse est honorable.

Journée internationale des droits des femmes - Johanna Luysen (Si je veux) : "Faire un enfant seule a été la décision la plus rationnelle et féministe" - Yahoo 8 mars 2022

LVOG - Quelle connasse ! Les femmes qui détestent les hommes à ce point-là sont des détraquées. Elles ont la haine chevillée au corps, c'est vrai que c'est à vous dégoûter d'avoir des rapports avec elles. La société du Great Reset telle qu'ils la conçoivent, c'est cela aussi.

Faites tomber les masques. Bill Gates le philanthrope sadique.

Omicron, le concurrent redouté par Bill Gates - francesoir.fr 8 mars 2022

Extrait.

« Malheureusement, le virus lui-même, - en particulier le variant Omicron -, est une sorte de vaccin en soi, créant à la fois une immunité par les lymphocytes B et les lymphocytes T ».

Comment interpréter ce « malheureusement » lâché par Bill Gates, dont la tristesse se lisait sur son visage et s'entendait dans sa voix ?

On sait que Bill Gates a été très inquiet lors de l'apparition de ce nouveau variant. Il semble bien que cette inquiétude ne soit pas liée aux personnes qui pourraient en mourir, mais à l'immunité naturelle et stérilisante que l'infection par Omicron induirait potentiellement.

Poursuivant son analyse, il déclare :

"Omicron a fait un meilleur travail de diffusion auprès de la population mondiale que nous avec les vaccins. ... Cela signifie que le risque de maladie grave - qui est principalement associé au fait d'être âgé et d'avoir de l'obésité ou du diabète - ces risques sont maintenant considérablement réduits en raison de cette exposition à l'infection".

Par ces mots, on comprend bien que Bill Gates déplore que l'immunité mondiale ne se soit pas uniquement construite par le biais de la vaccination. Loin de voir la réduction des risques comme une bonne nouvelle pour l'humanité, les dernières déclarations de Bill Gates révèlent la pensée profonde d'un homme qui semble bien regretter l'émergence de ce nouveau variant qui fait concurrence aux vaccins promus par lui.

L'image du bienfaiteur de l'humanité s'est fracturée avec la crise du coronavirus

Loin des apparences, la crise sanitaire a révélé un autre visage de Bill Gates, à qui certains prêtent des desseins funestes. Quoique l'on pense de ces accusations, le langage et la pensée sont consubstantiels et par ses dernières déclarations, il semble bien avoir trahi sa pensée. francesoir.fr 8 mars 2022

DOSSIER UKRAINE

Comment la Rand Corporation ou les Etats-Unis légitiment l'intervention militaire russe en Ukraine.

LVOG - C'est excellent, ils nous expliquent comment ils ont contraint la Russie à intervenir en Ukraine.

Ukraine, tout était écrit dans le plan de la Rand Corp par Manlio Dinucci (ilmanifesto.it) - Mondialisation.ca, 08 mars 2022

Le plan stratégique des États-Unis contre la Russie a été élaboré il y a trois ans par la Rand Corporation (il manifesto, Rand Corp : comment abattre la Russie, 21 mai 2019). La Rand Corporation dont le quartier-général siège à Washington, est "une organisation mondiale de recherche qui développe des solutions pour les défis politiques" : elle a une armée de 1.800 chercheurs et autres spécialistes recrutés par 50 pays, qui parlent 75 langues, distribués en bureaux et autres sièges en Amérique du Nord, Europe, Australie et Golfe Persique. Le personnel étasunien de la Rand vit et travaille dans plus de 25 pays. La Rand Corporation, qui s'auto-qualifie comme "organisation sans profit et non partisane", est officiellement financée par le Pentagone, par l'Armée et l'Aéronautique USA, par les Agences de sécurité nationale (CIA et autres), par des agences d'autres pays et de puissantes organisations non-gouvernementales.

La Rand Corp. se vante d'avoir contribué à élaborer la stratégie qui permît aux États-Unis de sortir vainqueurs de la Guerre froide, en contraignant l'Union Soviétique à consumer ses propres ressources dans l'exténuante confrontation militaire. De ce modèle s'est inspiré le nouveau plan élaboré en 2019 : «Overextending and Unbalancing Russia», soit : contraindre l'adversaire à s'étendre excessivement pour le déstabiliser et l'abattre. Voilà les principales lignes directrices d'attaque tracées dans le plan de la Rand, sur lesquelles les États-Unis ont effectivement avancé ces dernières années.

Avant tout, stipule le plan, il faut attaquer la Russie sur son flanc le plus vulnérable, celui de son économie fortement dépendante de l'exportation de gaz et de pétrole : à cet effet on va utiliser les sanctions commerciales et financières et, en même temps, faire en sorte que l'Europe diminue l'importation de gaz russe, en le remplaçant par du gaz naturel liquéfié étasunien. Dans le domaine idéologique et informatif, il faut encourager les protestations internes et en même temps miner l'image de la Russie à l'extérieur. Dans le domaine militaire il faut opérer pour que les pays européens de l'OTAN augmentent leurs forces dans une fonction anti-russe. Les USA peuvent avoir de hautes probabilités de succès et de forts bénéfices, avec des risques modérés, en investissant majoritairement dans des bombardiers stratégiques et des missiles d'attaque à longue portée dirigés contre la Russie. Déployer en Europe de nouveaux missiles nucléaires à portée intermédiaire pointés sur la Russie leur assure de fortes probabilités de succès mais comporte aussi de grands risques. En calibrant chaque option pour obtenir l'effet désiré -conclut la Rand- la Russie finira par payer le prix le plus haut dans la confrontation avec les USA, mais ceux-ci et leurs alliés devront investir de grosses ressources en les soustrayant à d'autres objectifs.

Dans le cadre de cette stratégie -prévoyait en 2019 le plan de la Rand Corporation- "fournir des aides létales à l'Ukraine exploiterait le plus grand point de vulnérabilité extérieure de la Russie, mais toute augmentation des armes et du conseil militaire fournis par les USA à l'Ukraine devrait être attentivement calibrée afin de provoquer les coûts pour la Russie sans provoquer un conflit beaucoup plus ample dans lequel la Russie, à cause de la proximité, aurait des avantages significatifs". C'est justement là -dans ce que la Rand Corporation définissait comme "le plus grand point de vulnérabilité extérieure de la Russie", exploitable en armant l'Ukraine de façon "calibrée pour augmenter les coûts pour la Russie sans provoquer un conflit beaucoup plus ample"- qu'est advenue la rupture. Prise dans l'étau politique, économique et militaire que les USA et l'OTAN resserraient de plus en plus, en ignorant les avertissements répétés et les propositions de négociations de la part de Moscou, la Russie a réagi avec l'opération militaire qui a détruit en Ukraine plus de 2.000 structures militaires réalisées et contrôlées en réalité non pas par les gouvernants de Kiev mais par les commandements USA-OTAN. L'article qui, il y a trois ans, rapportait le plan de la Rand Corporation se terminait par ces mots : «Les "options" prévues par le plan ne sont en réalité que des variantes de la même stratégie de guerre, dont le prix en termes de sacrifices et de risques est payé par nous tous".

Nous sommes en train de le payer maintenant, nous les peuples européens, et nous le paierons de plus en plus cher, si nous continuons à être des pions sacrifiés dans la stratégie USA-OTAN. Mondialisation.ca, 08 mars 2022

[Un entretien très instructif sur l'histoire de la Russie et de l'Ukraine](#)

"L'Ukraine est une entité fragile instrumentalisée par les Occidentaux" (Xavier Moreau) - francesoir.fr 8 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

Homme d'affaires et analyste politico-stratégique installé à Moscou depuis 16 ans, Xavier Moreau est Saint-Cyrien et diplômé de la Sorbonne (Paris IV) en histoire des relations internationales, et dirige la société LinkIT vostok à Moscou. Il conseille différents groupes internationaux dans les pays de l'ancienne URSS, dont la Russie et l'Ukraine, et dirige le site d'analyse géopolitique Stratpol.

Australie. Après la répression féroce des opposants à la vaccination contre le covid-19, le soutien aux nazis ukrainiens.

LVOG - On pourrait appeler cela d'un déni à l'autre, d'une censure à l'autre ou une dérive de type fasciste.

Au passage, comme quoi j'avais vu juste en qualifiant ce genre de régime comme celui de la France de fasciste, non, malheureusement ce n'était pas une exagération de ma part, la preuve par les faits.

L'Australie sanctionne les informations sur les nazis ukrainiens - Réseau Voltaire 8 mars 2022

Alors qu'il est impossible de se connecter à de nombreux médias ou sites officiels russes depuis les pays membres de l'Otan, l'Australie a décidé de qualifier toute information sur les groupes néo-nazis en Ukraine de « faux récits » et de sanctionner ceux qui les relaient.

Pourtant, durant huit ans, de très nombreux médias ont publié des articles et des reportage vidéos sur ce sujet sans que le gouvernement australien ne mette en doute ces récits.

Dans un communiqué daté du 8 mars 2022, Marise Payne, ministre des Affaires étrangères australienne, déclare :« Le gouvernement australien impose de nouvelles sanctions aux propagandistes et aux pourvoyeurs de désinformation de Moscou, qui tentent de légitimer l'invasion non provoquée et injustifiée de la Russie avec de faux récits tels que la "dénazification" de l'Ukraine » [1].

[1] « Further sanctions on Russia », Marise Payne, May 8, 2022.

En complément. Au Québec ils instituent le STO des nazis.

Inacceptable ! Le travail forcé des infirmières - Plainte à l'Organisation Mondiale du Travail (OMT) par Julie Bouchard et Orian Dorais - Mondialisation.ca, 08 mars 2022

Bien, c'est simple, notre position c'est que si l'employeur oblige des employées à rester, contre leur gré, sur leur lieu de travail, au-delà du temps qui a été convenu dans une convention collective, bien c'est du travail forcé. Le temps supplémentaire obligatoire (TSO), c'est exactement ça ! On force les infirmières à rester au travail plus longtemps que la journée normale, ou bien on annule leurs congés. C'est inacceptable.

Oui, dans le code de déontologie des infirmières, ça stipule qu'on doit parfois accepter de faire plus d'heures que prévues, mais c'est quand y a des urgences incroyables. Comme une catastrophe naturelle, par exemple. Sauf que, depuis quelques années, le ministère de la Santé utilise le TSO de manière abusive. Si, dans telle plage horaire, il manque de personnel, l'employeur va juste forcer des infirmières à rester plus longtemps. Le TSO n'est plus une mesure d'urgence; au contraire, ça devient normalisé pour tous les travailleurs de la Santé. Et ça nuit beaucoup à la rétention de la main-d'œuvre dans le secteur de la santé. Les employées qui ne démissionnent pas, c'est parce qu'ils ou elles ont peur de ne pas survivre financièrement en quittant leur emploi. Donc, oui, quand on normalise l'usage d'une mesure exceptionnelle pour outrepasser les droits d'employés qui ont peur d'être ruinés s'ils ou elles partent, ça s'appelle du travail forcé.

Pour lire la suite :

[- Cliquez ici](#)

Un juif flanqué de néonazis

Montée des tensions (10) - Dégâts collatéraux Israël abasourdi par les néo-nazis ukrainiens - Réseau Voltaire 8 mars 2022

[- Cliquez ici](#)

La présence organisée par l'État de néo-nazis au sein de l'armée ukrainienne n'est pas anecdotique, même s'il n'est pas possible de la quantifier de manière certaine. Il est par contre aisé de dénombrer leurs victimes. Dans l'indifférence générale, ils ont tué 14 000 Ukrainiens en huit ans. Cette situation est l'une des causes de l'intervention militaire russe en Ukraine. Israël se trouve confronté pour la première fois à ce qu'il n'a jamais pu imaginer : le soutien de son protecteur US à son ennemi historique, le nazisme.

par Thierry Meyssan

Israël est confronté à un problème inattendu face à la crise ukrainienne : est-il exact, comme le prétend Moscou, que le pays est aux mains d'une « bande de néo-nazis » financée par des juifs ukrainiens et états-uniens ? Si oui, c'est un devoir moral pour Tel-Aviv de clarifier sa position sur les juifs qui soutiennent des nazis, indépendamment de toute prise de position sur la crise ukrainienne.

La question est d'autant plus cruelle que les quelques juifs états-uniens qui soutiennent ou instrumentent les groupes nazis ukrainiens sont un groupuscule d'une petite centaine de personnes, les Straussiens, aujourd'hui au pouvoir dans l'entourage immédiat du président Joe Biden.

Que représentent les néo-nazis ukrainiens ?

En février 2014, la « révolution de la dignité », dite aussi « EuroMaïdan », fut un changement de régime sponsorisé par la Straussienne Victoria Nuland, assistante des secrétaires d'État Hilary Clinton et John Kerry. Dans ce contexte, un groupe de hooligans supporters du club de football de Kharkiv, la « Secte 82 », occupa les locaux du gouvernorat de l'oblast et passa à tabac les employés de l'ancien régime.

Devenu ministre de l'Intérieur, Arsen Avakov, qui avait été gouverneur de Kharkiv durant l'ancien régime et l'un des organisateurs de l'Euro 2012, autorisa la formation d'une force paramilitaire de 12 000 hommes, autour des hooligans de la « Secte 82 » pour défendre la « révolution ». Le 5 mai 2014, le « Bataillon Azov » ou « Corps de l'Est » était officiellement formé sous le commandement d'Andriy Biletsky.

Ce dernier, dit le « führer blanc », est un théoricien du nazisme. Il avait été le leader des « Patriotes d'Ukraine », un groupuscule néo-nazi partisan d'une Grande Ukraine et violemment anti-communiste.

Andriy Biletsky et Дмитро Ярош fondèrent ensemble le « Secteur Droit » qui joua le rôle principal sur la place Maïdan, en 2014. Cette structure, ouvertement anti-sémite, homophobe était financée par le parrain de la mafia ukrainienne, le milliardaire juif Ihor Kolomoïsky. Au plan international, le

« Secteur Droit » est violemment opposé à l'Union européenne et entend au contraire constituer une alliance des Etats d'Europe centrale et de la Baltique, l'Intermarium. Cela tombe bien, c'est aussi le projet des Straussiens qui, depuis le rapport Wolfowitz de 1992, considèrent l'Union européenne comme un rival pour les USA plus dangereux que la Russie. Vous vous souvenez de la conversation téléphonique interceptée entre Madame Nuland et l'ambassadeur US, elle s'y exclamait : « Qu'on encule l'union européenne ! » (sic).

Dmitro Yarosh est un agent des réseaux stay-behind de l'Otan qui organisa avec l'émir Dokou Oumarov un congrès anti-Russe à Ternopol, en 2007, sous le regard attentif de Victoria Nuland, qui à l'époque était ambassadrice des États-Unis à l'Otan. Yarosh réunit des néo-nazis de toute l'Europe et des islamistes du Moyen-Orient pour faire le jihad en Tchétchénie contre la Russie. Par la suite, il fut le leader du « Trident de Stepan Bandera » (dit « Tryzub »), un groupuscule glorifiant la Collaboration ukrainienne avec les nazis. Selon Stepan Bandera, les Ukrainiens authentiques sont d'origine scandinave ou proto-germanique, malheureusement, ils se sont mêlés avec des slaves, les Russes, qu'ils doivent combattre et dominer. Fin 2013, les hommes de Yarosh et les jeunes d'un autre groupe nazis furent formés au combat de rue par des instructeurs de l'Otan en Pologne. Je fus très critiqué lorsque je révélai cette affaire car j'avais cité en note un journal satirique, cependant le Procureur général de Pologne ouvrit une enquête qui, bien sûr, n'aboutit jamais car elle aurait mis en cause le ministre de la Défense [1].

À l'été 2014, le Bataillon Azov comprenait déjà tous ces groupes néo-nazis, mais pas seulement eux. Ils furent envoyés combattre les rebelles de Donetsk et de Lougansk, ce qu'ils firent avec jouissance. Leur solde fut augmentée pour atteindre plus de deux fois celle des soldats réguliers. Le Bataillon prit la ville de Marinka à la République populaire autoproclamée de Donetsk où il massacra des « séparatistes ».

En septembre 2014, le gouvernement provisoire chargea la Garde nationale d'absorber le Bataillon Azov et d'écarter quelques leaders nazis de la formation.

Aux élections d'octobre 2014, deux anciens leaders nazis du Régiment Azov, Andriy Biletsky et Oleh Petrenko furent élus à la Rada (Assemblée nationale). Si le « führer blanc » siégea seul, Petrenko rejoignit le groupe parlementaire soutenant le président Petro Porochenko. Le Bataillon Azov devint alors le Régiment Azov de la Garde nationale.

En mars 2015, le ministre de l'Intérieur (toujours Arsen Avakov) négocia avec le Pentagone qu'une formation militaire soit donnée par les Forces spéciales états-uniennes au Régiment Azov dans le cadre de l'opération « Gardien sans peur » (Operation Fearless Guardian). Mais immédiatement les représentants John Conyers, Jr. (Démocrate, Michigan) et Ted Yoho (Républicain, Floride) dénoncèrent une folie. Ils firent valoir qu'armer les islamistes en Afghanistan avait rendu possible la formation d'Al-Qaïda et la généralisation du terrorisme. Ils convainquirent leurs collègues que les États-Unis ne pouvaient pas former des néo-nazis sans risquer d'en payer un jour les conséquences. Les parlementaires interdirent donc au Pentagone de poursuivre et d'armer le Régiment Azov avec des lance-roquettes (MANPAD) lors du vote du budget de la Défense [2]. Cependant le Pentagone revint à la charge et parvint à faire retirer l'amendement. [3], soulevant des protestations du Centre Simon Wiesenthal.

Au cours de cette période, le sénateur John McCain (Républicain, Arizona), partisan du soutien aux ennemis de la Russie, après avoir entretenu des liens avec les chefs d'Al-Qaïda puis de Daesh en Libye, au Liban et en Syrie [4], visita une unité du Régiment Azov, Dnipro-1. Il félicita chaleureusement ces braves nazis qui défient la Russie comme il avait jadis félicité ces braves jihadistes.

C'est à ce moment-là que le Régiment Azov recruta à l'étranger. Il en vint de tout l'Occident, notamment du Brésil, de Croatie, d'Espagne, des États-Unis, de France, de Grèce, d'Italie, de Slovaquie, de Tchéquie, de Scandinavie, du Royaume-Uni et de Russie. Pourtant les Accords de Minsk, dont l'Allemagne et la France sont les garants, interdisent formellement aux autorités de Kiev d'engager des mercenaires étrangers. Le Régiment Azov a aussi organisé des camps de jeunesse pour 15 000 adolescents et des associations pour les civils de sorte que l'ensemble du Régiment comprenait environ 10 000 hommes et au moins deux fois plus de « sympathisants ». Andriy Biletsky pouvait déclarer que le Régiment avait pour mission historique d'unir « les races blanches du monde dans une dernière croisade pour leur survie [...] une croisade contre les sous-hommes conduits par les juifs ».

Deux rapports du prince Zeid Raad al-Husseini, en qualité de Haut Commissaire des Nations unies pour les Droits de l'homme font état des crimes de guerres commis par le Régiment Azov [5].

En 2017, une délégation officielle de l'Otan, comprenant des officiers des États-Unis et du Canada, rencontra officiellement le Régiment Azov.

De très nombreux médias ont consacré des reportages aux groupes néo-nazis ukrainiens. Tous, sans exception, ont été horrifiés par l'idéologie et la violence du Régiment Azov. À titre d'exemple, le Huffington Post mettait en garde contre la complaisance des responsables politiques ukrainiens dans un article intitulé : « Note à l'Ukraine : Arrêtez de blanchir le dossier politique » [6].

En 2018, le FBI entra à nouveau en conflit avec la CIA. Cette fois à propos des néo-nazis états-uniens qui avaient été se former auprès du Régiment Azov et étaient revenus perpétrer des violences sur le sol américain. L'ennemi de l'intérieur qu'est le Mouvement pour s'élever au-dessus (Rise Above Movement — RAM) avait été formé par la CIA en Ukraine [7].

Après les attentats du Christchurch (Nouvelle-Zélande), qui firent 51 morts et 49 blessés en octobre 2019, 39 membres de la Chambre des Représentants US écrivirent au département d'État pour réclamer que le Régiment Azov soit qualifié d'« organisation terroriste étrangère » (FTO) car le terroriste néo-zélandais avait fréquenté l'organisation ukrainienne. Cependant le néo-zélandais était anti-musulman, tandis que les néo-nazis ukrainiens se sont battus en Tchétchénie avec les jihadistes.

En 2020, le milliardaire Erik Prince, le fondateur de l'armée privée Blackwater, souscrit divers contrats avec l'Ukraine. L'un d'entre eux lui donnait toute latitude pour encadrer le Régiment Azov. Prince espérait à terme prendre le contrôle de l'industrie d'armement ukrainienne héritée de l'Union soviétique [8].

Le 21 juillet 2021, le président Zelensky promulguait une loi sur les « peuples autochtones ». Elle ne reconnaît la jouissance des Droits de l'homme et du citoyen et des Libertés fondamentales qu'aux ukrainiens d'origine scandinave ou germanique, mais pas à ceux d'origine slave. C'est la première loi raciale adoptée en Europe depuis 77 ans.

Sur suggestion de Victoria Nuland, le 2 novembre 2021, le président Volodymyr Zelensky nomma Дмитро Ярош, conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes, le général Валерій Залужний, avec mission de préparer l'attaque du Donbass et de la Crimée. Il importe de garder à l'esprit que Ярош est nazi, tandis que Victoria Nuland et Volodymyr Zelensky sont juifs ukrainiens (d'origine pour Madame Nuland qui est aujourd'hui états-unienne).

En huit ans, du changement de régime à l'opération militaire russe non comprise, les néo-nazis en Ukraine ont tué au moins 14 000 Ukrainiens.

Le défi moral d'Israël

Le président Zelensky répondit à son homologue russe qui dénonçait une « bande de néo-nazis » au pouvoir à Kiev que c'était impossible puisqu'il était juif. Comme cela ne suffisait pas, au sixième jour du conflit, il accusa la Russie d'avoir bombardé le mémorial de Babi Yar où 33 000 juifs furent massacrés par les nazis. Non seulement, il ne soutenait pas les nazis, mais les Russes effaçaient leurs crimes.

Sans attendre, le Mémorial Yad Vashem, l'institution israélienne qui entretient la mémoire de la « solution finale de la question juive » par les nazis se fendit d'un communiqué rageur. Il paraissait outrageant aux Israéliens que la Russie compare l'extrême-droite ukrainienne avec les nazis de la Shoah et plus encore qu'elle bombarde un lieu de mémoire.

C'est alors que des journalistes israéliens se rendirent sur le lieu du crime pour constater qu'il n'avait jamais été bombardé. Le président ukrainien avait menti. Puis, le porte-parole du Kremlin, Dmitry Preskov, invita le Mémorial Yad Vashem à envoyer une délégation en Ukraine pour constater de visu, sous la protection de l'armée russe, ce dont le président Poutine parle.

Un grand silence suivit. Et si le Kremlin, comme jadis le Centre Simon Wiesenthal, disait vrai ? Et si les juifs straussiens aux États-Unis, le leader juif ukrainien Ihor Kolomoïsky et son employé le président juif Volodymyr Zelensky travaillaient avec de vrais nazis ?

Immédiatement, le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, se rendait à Moscou et recevait le chancelier Scholtz à Tel-Aviv, puis téléphonait au président ukrainien dont tous avaient pu constater la mauvaise foi. Présenté comme une énième tentative de paix, ce voyage avait en réalité pour seul but de savoir si oui ou non les États-Unis s'appuyaient sur de vrais nazis. Désorienté, face à ses découvertes, Bennett rappelait le président Poutine qu'il avait quitté la veille. Il téléphonait aussi à divers chefs d'Etats membres de l'Otan.

Il serait souhaitable que Naftali Bennett rende public ce qu'il a vérifié, mais c'est peu probable. Il lui faudrait ouvrir un dossier oublié, celui des relations entre certains sionistes et les nazis. Pourquoi donc David Ben Gourion assurait-il que Ze'ev Jabotinski, le fondateur du sionisme révisionniste, était un fasciste et peut-être un nazi ? Qui sont les juifs qui ont chaleureusement accueilli avant l'arrivée au pouvoir d'Adolph Hitler une délégation officielle du parti nazi, le NSDAP, en Palestine alors qu'il pratiquait des pogroms en Allemagne ? Qui a négocié en 1933 l'accord de transfert (dit accord « Accord Haavara ») et maintenu un Bureau à Berlin jusqu'en 1939 ? Comment le demi-juif Vollrath von Maltzan est-il devenu le pourvoyeur de gaz Zyklon B des camps de la mort ? Autant de questions que les historiens laissent habituellement sans réponse. Et aujourd'hui, est-il exact comme le prétendent de nombreux témoins que le professeur Leo Strauss enseignait à ses élèves juifs qu'ils devaient construire leur propre dictature, avec les mêmes méthodes que les nazis, pour se protéger d'une nouvelle Shoah ?

À l'évidence, Naftali Bennett n'a pas adhéré à la narration de l'Ukraine et de l'Otan. Il a déclaré que le président russe ne théorisait pas de complot, n'était pas irrationnel et ne souffrait pas de maladie mentale. Au contraire, interrogé sur le soutien de l'État juif, le président Zelenski a répondu : « J'ai parlé au Premier ministre d'Israël. Et je vous le dis franchement, et cela peut sembler un peu insultant, mais je pense que je dois le dire : nos relations ne sont pas mauvaises, pas mauvaises du tout. Mais les relations sont mises à l'épreuve dans des moments comme ceux-ci, dans les moments les plus difficiles, lorsque de l'aide et du soutien sont nécessaires. Et je ne pense pas qu'il [Bennett] soit enveloppé dans notre drapeau ».

Israël devrait se retirer du conflit ukrainien. S'il change subitement d'avis sur un autre sujet et entre en conflit avec Washington, vous saurez pourquoi.

[1] « Ukraine : la Pologne avait formé les putschistes deux mois à l'avance », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 avril 2014.

[2] « U.S. House Passes 3 Amendments By Rep. Conyers To Defense Spending Bill To Protect Civilians From Dangers Of Arming and Training Foreign Forces », John Conyers, Jr., June 11, 2015.

[3] « Congress Has Removed a Ban on Funding Neo-Nazis From Its Year-End Spending Bill », James Carden, The Nation, January 14, 2016.

[4] « John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe », et le Calife », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 août 2014.

[5] Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2015 to 15 February 2016 and Report on the human rights situation in Ukraine 16 February to 15 May 2016, Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights. February and November 2016.

[6] « Note to Ukraine : Stop Whitewashing the Political Record », Nikolas Kozloff, Huffington Post, March 25, 2015.

[7] USA vs Robert Rundo, Robert Boman, Tyler Laube and Aaron Eason, Central district of California, October 20, 2018. [

8] « Exclusive : Documents Reveal Erik Prince's \$10 Billion Plan to Make Weapons and Create a Private Army in Ukraine », Simon Shuster, Time, July 7, 2021.

Cachez-moi ces laboratoires biologiques américains

Beijing demande au Pentagone de s'expliquer sur ses laboratoires biologiques à l'étranger Réseau Voltaire 8 mars 2022

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Zhao Lijian, a demandé au Pentagone, le 8 mars 2022, de fournir des explications sur 33 laboratoires biologiques qu'il entretient sous divers noms dans 30 pays.

Les États-Unis, qui sont signataires de la Convention des Nations unies sur l'interdiction des armes biologiques, refusent toute inspection internationale de leurs laboratoires biologiques militaires depuis 20 ans.

La Russie vient de prendre une quinzaine de laboratoires de ce type en Ukraine et y a détruit 320 conteneurs d'agents pathogènes. Réseau Voltaire 8 mars 2022

Boomerang !

Comment la Russie va contrecarrer la déclaration de guerre des États-Unis et de l'UE par Pepe Escobar (Strategic Culture Foundation 4 mars 2022) - Mondialisation.ca, 07 mars 2022

Seule l'autosuffisance permet une indépendance totale. Les pays du Sud ont également très bien compris la situation.

L'un des principaux thèmes sous-jacents de la matrice Russie/Ukraine/OTAN est que l'Empire du Mensonge (copyright Poutine) a été ébranlé par la capacité combinée des missiles hypersoniques russes et d'un bouclier défensif capable de bloquer les missiles nucléaires provenant de l'Ouest, mettant ainsi fin à la Destruction Mutuelle Assurée (DMA). Cela a conduit les Américains à presque risquer une guerre chaude pour pouvoir placer des missiles hypersoniques qu'ils n'ont toujours pas sur les frontières occidentales de l'Ukraine, et être ainsi à trois minutes de Moscou. Pour cela, ils ont bien sûr besoin de l'Ukraine, ainsi que de la Pologne et de la Roumanie en Europe de l'Est.

En Ukraine, les Américains sont déterminés à se battre jusqu'à la dernière âme européenne – si nécessaire. C'est peut-être le dernier coup de dé (nucléaire). C'est donc l'avant-dernière tentative de contraindre la Russie à se soumettre en utilisant la dernière arme américaine de destruction massive encore utilisable : SWIFT.

Pourtant, cette arme peut être facilement neutralisée par l'adoption rapide de l'autosuffisance.

Avec la contribution essentielle de l'incalculable Michael Hudson, j'ai décrit les possibilités pour la Russie de résister à la tempête des sanctions. Mais je n'ai même pas envisagé toute l'étendue de la « boîte noire de défense » de la Russie – et de sa contre-attaque – telle qu'elle est décrite par John Helmer dans son introduction à un essai qui annonce rien de moins que le retour de Sergueï Glaziev.

Glaziev, que les cercles atlantistes détestent comme on pouvait s'y attendre, a été l'un des principaux conseillers économiques du président Poutine et est aujourd'hui ministre de l'Intégration et de la Macroéconomie de l'Union économique eurasiatique (UEE). Il a toujours été un critique féroce de la Banque centrale russe et du gang des oligarques étroitement lié à la finance anglo-américaine.

Son dernier essai, Sanctions et souveraineté, publié à l'origine par expert.ru et traduit par Helmer, mérite un examen sérieux.

Voici l'une des principales conclusions de cet essai :

« Les pertes russes de PIB potentiel, depuis 2014, s'élèvent à environ 50 000 milliards de roubles. Mais seulement 10% d'entre elles peuvent être expliquées par les sanctions, tandis que 80% d'entre elles sont le résultat de la politique monétaire. Les États-Unis bénéficient des sanctions anti-russes, en remplaçant l'exportation d'hydrocarbures russes vers l'UE ainsi que vers la Chine ; en remplaçant l'importation de biens européens par la Russie. Nous pourrions complètement compenser les conséquences négatives des sanctions financières si la Banque de Russie remplissait son devoir constitutionnel de garantir un taux de change stable du rouble, et non en suivant les recommandations des organisations financières de Washington ».

La délocalisation ou la faillite

Glaziev recommande essentiellement :

- Une « réelle dé-offshorisation de l'économie ».
- « Des mesures visant à renforcer la réglementation des devises afin de mettre un terme à l'exportation de capitaux et de développer les prêts ciblés aux entreprises ayant besoin de financer des investissements ».
- « Taxation de la spéculation sur les devises et des transactions en dollars et en euros sur le marché intérieur ».
- « Des investissements sérieux en R&D afin d'accélérer le développement de notre propre base technologique dans les domaines touchés par les sanctions – en premier lieu l'industrie de la défense, l'énergie, les transports et les communications ».

Et enfin et surtout, « la dédollarisation de nos réserves de change, en remplaçant le dollar, l'euro et la livre par de l'or ».

La Banque centrale russe semble être à l'écoute. La plupart de ces mesures sont déjà en place. Et certains signes indiquent que Poutine et le gouvernement sont enfin prêts à prendre l'oligarchie russe par les couilles et à l'obliger à partager les risques et les pertes à un moment extrêmement difficile pour la nation. Adieu au stockage de fonds sortis de Russie à l'étranger et à Londongrad.

En décembre 2014, j'étais à une conférence à Rome, et Glaziev nous a rejoint au téléphone. En revoyant une chronique ultérieure que j'ai écrite à l'époque, entre Rome et Pékin, j'ai été stupéfait : c'est comme si Glaziev disait ces choses littéralement aujourd'hui.

Permettez-moi de citer deux paragraphes :

« Lors du symposium, qui s'est tenu dans un ancien réfectoire dominicain du XVe siècle divinement décoré de fresques et qui fait désormais partie de la bibliothèque du parlement italien, Sergueï Glaziev, au téléphone depuis Moscou, a donné une lecture brutale de la guerre froide 2.0. Il n'y a pas de véritable « gouvernement » à Kiev ; l'ambassadeur américain est aux commandes. Une doctrine anti-russe a été élaborée à Washington pour fomenter la guerre en Europe – et les politiciens européens sont ses collaborateurs. Washington veut une guerre en Europe parce qu'il est en train de perdre la compétition avec la Chine ».

« Glaziev a abordé la démente des sanctions : La Russie essaie simultanément de réorganiser la politique du Fonds monétaire international, de lutter contre la fuite des capitaux et de minimiser l'effet de la fermeture par les banques des lignes de crédit pour de nombreux hommes d'affaires. Pourtant, le résultat final des sanctions, dit-il, est que l'Europe sera l'ultime perdante sur le plan économique ; la bureaucratie en Europe a perdu son orientation économique au profit des géopoliticiens américains ».

Il faut payer « l'impôt sur l'indépendance »

Un consensus semble se dégager à Moscou selon lequel l'économie russe se stabilisera rapidement, car l'industrie manquera de personnel et aura besoin de beaucoup de bras supplémentaires. D'où l'absence de chômage. Il y aura peut-être des pénuries, mais pas d'inflation. Les ventes de produits de luxe – occidentaux – ont déjà été réduites. Les produits importés seront soumis à un contrôle des

prix. Tous les roubles nécessaires seront disponibles grâce au contrôle des prix – comme cela s'est produit aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Une vague de nationalisation des actifs est peut-être à venir. ExxonMobil a annoncé qu'elle se retirait du projet Sakhalin-1, d'une valeur de 4 milliards de dollars (elle s'était retirée de Sakhalin-2, jugé trop coûteux), qui produit 200 000 barils de pétrole par jour, après que BP et la société norvégienne Equinor ont annoncé qu'elles se retireraient de projets avec Rosneft. BP rêvait en fait de prendre la totalité de la participation de Rosneft.

Selon le Premier ministre Mikhail Mishustin, le Kremlin bloque désormais les ventes d'actifs par les investisseurs étrangers qui cherchent à se désengager. Parallèlement, Rosneft ne manquera pas de lever des capitaux auprès de la Chine et de l'Inde, qui sont déjà des investisseurs minoritaires dans plusieurs projets, et de les racheter à 100% : une excellente opportunité pour les entreprises russes.

Ce qui pourrait être considéré comme la mère de toutes les contre-sanctions n'a pas encore été annoncé. Le vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, a lui-même laissé entendre que toutes les options sont sur la table.

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, canalisant la patience de 10 000 moines taoïstes, attendant toujours que l'hystérie actuelle s'estompe, décrit les sanctions comme « une sorte d'impôt sur l'indépendance ».

Les pays qui interdisent à leurs entreprises de travailler en Russie subissent une « pression énorme ».

Des contre-attaques mortelles ne sont toutefois pas exclues. Outre une dédollarisation complète – comme le recommande Glaviev – la Russie pourrait interdire l'exportation de titane, de terres rares, de combustible nucléaire et, déjà en vigueur, de moteurs de fusée.

Parmi les mesures très toxiques, citons la saisie de tous les avoirs étrangers des nations hostiles, le gel de tous les remboursements de prêts aux banques occidentales et le placement des fonds sur un compte gelé dans une banque russe, l'interdiction totale de tous les médias étrangers hostiles, de leur propriété, des ONG assorties et des façades de la CIA, ainsi que la fourniture aux nations amies d'armes de pointe, le partage d'informations et des formations et exercices communs.

Ce qui est certain, c'est qu'une nouvelle architecture de systèmes de paiement – telle que discutée par Michael Hudson et d'autres – unissant le SPFS russe et le CHIPS chinois, pourrait bientôt être proposée à des dizaines de nations d'Eurasie et du Sud, dont plusieurs sont déjà sous sanctions, comme l'Iran, le Venezuela, Cuba, le Nicaragua, la Bolivie, la Syrie, l'Irak, le Liban et la RPDC.

Lentement mais sûrement, nous sommes déjà sur la voie de l'émergence d'un important bloc du Sud global immunisé contre la guerre financière américaine.

Les RIC des BRICS – Russie, Inde et Chine – augmentent déjà les échanges dans leur propre monnaie. Si nous examinons la liste des nations qui, à l'ONU, n'ont pas voté contre la Russie ou se sont abstenues de condamner l'opération Z en Ukraine, plus celles qui n'ont pas sanctionné la Russie, nous avons au moins 70% de l'ensemble du Sud global.

Une fois de plus, c'est donc l'Occident – plus les satrapies/colonies comme le Japon et Singapour en Asie – contre le reste : l'Eurasie, l'Asie du Sud-Est, l'Afrique, l'Amérique latine.

L'effondrement européen à venir

Michael Hudson m'a dit que « les États-Unis et l'Europe occidentale s'attendaient à une Froelicher Krieg (« guerre heureuse »). L'Allemagne et d'autres pays n'ont pas encore commencé à ressentir la douleur de la privation de gaz, de minéraux et de nourriture. C'est CELA qui sera le véritable jeu. L'objectif serait d'arracher l'Europe au contrôle des États-Unis via l'OTAN. Cela impliquera de « s'immiscer » en créant un mouvement et un parti politique du Nouvel Ordre Mondial, comme le communisme il y a un siècle. On pourrait appeler cela un nouveau Grand Réveil ».

Un éventuel Grand Réveil ne concernera certainement pas la sphère de l'OTAN de sitôt. L'Occident collectif est plutôt en mode « grand découplage », toute son économie étant militarisée dans le but, exprimé au grand jour, de détruire la Russie et même – éternel rêve humide – de provoquer un changement de régime.

Sergueï Narychkine, le chef du SVR, l'a décrit succinctement :

« Les masques sont tombés. L'Occident n'essaie pas seulement d'enfermer la Russie dans un nouveau “rideau de fer”. Nous parlons de tentatives de destruction de notre État – de son “anihilation”, comme il est désormais coutume de le dire dans l'environnement libéral-fasciste “tolérant”. Comme les États-Unis et leurs alliés n'ont ni l'occasion ni l'esprit d'essayer de le faire dans le cadre d'une confrontation militaro-politique ouverte et honnête, des tentatives sournoises sont faites pour établir un “blocus” économique, informationnel et humanitaire ».

L'apogée de l'hystérie occidentale est sans doute le début d'un djihad néonazi 2022 : une armée mercenaire de 20 000 hommes est en train d'être assemblée en Pologne sous la supervision de la CIA. Le gros des effectifs provient de sociétés militaires privées telles que Blackwater/Academi et DynCorp. Leur couverture : « retour des Ukrainiens de la Légion étrangère française ». Ce remix afghan vient tout droit du seul manuel que la CIA connaisse.

De retour à la réalité, les faits sur le terrain finiront par conduire des économies occidentales entières à l'abattoir, le chaos dans le domaine des matières premières entraînant une hausse vertigineuse des coûts de l'énergie et de l'alimentation. À titre d'exemple, jusqu'à 60% des industries manufacturières allemandes et 70% des industries manufacturières italiennes pourraient être contraintes de fermer définitivement leurs portes – avec des conséquences sociales catastrophiques.

La machine européenne de Bruxelles, non élue et uber-Kafkaïenne, a choisi de commettre un triple hara-kiri en se présentant comme d'objets vassaux de l'Empire, en détruisant les derniers élans de souveraineté français et allemands et en imposant l'aliénation de la Russie et de la Chine.

Pendant ce temps, la Russie montrera la voie : seule l'autosuffisance permet une indépendance totale. Les pays du Sud ont également très bien compris la situation : un jour, il fallait que quelqu'un se lève et dise « ça suffit ». Avec un maximum de puissance brute à l'appui.

[- Cliquez ici](#)